

# SCIC SA Railcoop

Comptes annuels au 31/12/2022



2 AVENUE D'AURILLAC  
46100 FIGEAC

SIRET : 88062426700030

NAF :4910Z

AudiES – 24 rue du Général Ferrié, 31500 Toulouse – Tél : 06 30 25 47 43  
**SARL inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables d'Occitanie**

## Sommaire

Sommaire	1
(NP 2300) - Attestation sans observation	2
<b>BILAN</b>	
Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>	
Compte de résultat	5
Compte de résultat (Suite)	6
<b>ANNEXE</b>	

## ATTESTATION

### Mission de présentation des comptes

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué une mission de présentation des comptes de l'entreprise **RAILCOOP** relatifs à la période du **01/01/2022** au **31/12/2022**, qui se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan : 3 559 387 €
- Chiffre d'affaires : 119 879 €
- Résultat net comptable : -4 300 018 €

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation de comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes pris dans leur ensemble tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Fait à Toulouse

Le 05/05/2023

Fabien Poujol

Expert-comptable, cabinet AudiES

## Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2022 au 31/12/2022			Au 31/12/2021
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	496 094	78 270	417 824	179 346
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	241 784	76 311	165 473	126 295
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	418 955	42 426	376 528	405 601
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 569	270	2 299	
Autres immobilisations corporelles	124 349	23 980	100 369	111 842
Immobilisations en cours	944 570		944 570	175 089
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés	17 315		17 315	5 630
Prêts				
Autres immobilisations financières	17 551		17 551	11 231
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>2 263 187</b>	<b>221 257</b>	<b>2 041 930</b>	<b>1 015 034</b>
<b>Actif circulant</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières, autres approvisionnements	6 474		6 474	
En-cours de production : - De biens - De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
<b>Créances</b>				
Clients et comptes rattachés	53 398		53 398	347
Autres	412 700		412 700	142 607
Capital souscrit et appelé, non versé				26 200
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Actions propres				
Autres titres				1 300 000
<b>Instruments de trésorerie</b>				
<b>Disponibilités</b>	<b>840 678</b>		<b>840 678</b>	<b>1 418 416</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>156 984</b>		<b>156 984</b>	<b>230 899</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 470 234</b>		<b>1 470 234</b>	<b>3 118 468</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler	47 223		47 223	18 553
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>3 780 644</b>	<b>221 257</b>	<b>3 559 387</b>	<b>4 152 055</b>

## Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/01/2022	Du 01/01/2021
	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>Capitaux propres</b>		
Capital social ou individuel (dont versé) 5 786 100	5 786 100	4 608 900
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Écarts de réévaluation		
Écart d'équivalence		
Réserves :		
- Légale		
- Statutaires ou contractuelles		
- Réglementées		
- Autres		
Report à nouveau	-1 707 124	-233 430
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	<b>-4 300 018</b>	<b>-1 474 176</b>
Subventions d'investissement	99 610	
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>-121 432</b>	<b>2 901 294</b>
<b>Autres fonds propres</b>		
Produits des émissions de titres participatifs	2 803 500	694 000
Avances conditionnées		
Autres		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>	<b>2 803 500</b>	<b>694 000</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
Provisions pour :		
- Risques		
- Charges		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes :		
- Au près des établissements de crédit		
- Financières diverses	90 799	29 632
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes :		
- Fournisseurs et comptes rattachés	480 060	339 392
- Fiscales et sociales	203 530	173 936
- Sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 540	13 800
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	100 390	
<b>EMPRUNTS ET DETTES</b>	<b>877 319</b>	<b>556 761</b>
Écarts de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>3 559 387</b>	<b>4 152 055</b>

## Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2022 au 31/12/2022			Au 31/12/2021
	France	Exportation	Total	Total
<b>Produits d'exploitation</b>				
Ventes de marchandises				
Production vendue : - De biens				
- De services	119 879		119 879	8 519
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>119 879</b>		<b>119 879</b>	<b>8 519</b>
Production : - Stockée				
- Immobilisée			220 195	398 619
Subventions d'exploitation reçues			23 578	25 944
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			36 612	18 553
Autres produits			44	65
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>400 308</b>	<b>451 700</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			14 003	
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)			-6 474	
Autres achats et charges externes *			2 705 846	892 091
Impôts, taxes et versements assimilés			16 760	7 229
Salaires et traitements			1 389 767	687 687
Charges sociales			500 314	249 731
Dotations aux : - Amortissements sur immobilisations			152 662	66 364
- Dépréciations sur immobilisations				
- Dépréciations sur actif circulant				
- Provisions pour risques et charges				
Autres charges			42	22 819
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>4 772 921</b>	<b>1 925 922</b>
* Y compris : - Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>-4 372 614</b>	<b>-1 474 222</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>Produits financiers</b>				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			503	90
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>503</b>	<b>90</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			52 778	1 167
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>			<b>52 778</b>	<b>1 167</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>			<b>-52 275</b>	<b>-1 077</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>			<b>-4 424 889</b>	<b>-1 475 299</b>

## Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (suite)	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	8 523	
Sur opérations en capital	1 315	1 539
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>9 838</b>	<b>1 539</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	67 050	
Sur opérations en capital	15	416
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	3 474	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>70 539</b>	<b>416</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-60 701</b>	<b>1 123</b>
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	-185 572	
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>410 648</b>	<b>453 329</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>4 710 666</b>	<b>1 927 505</b>
<b>BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)</b>	<b>-4 300 018</b>	<b>-1 474 176</b>

## **Annexe**



## FAITS SIGNIFICATIFS

### FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Concernant la situation patrimoniale de l'entreprise, l'exercice 2022 a vu l'acquisition par Railcoop de ses deux premières rames voyageurs en mai (1 rame X72500 tricaisses et 1 rame X72500 bicaisses). La rame X72500 tricaisses a fait l'objet d'une expertise pour évaluer son état technique. Cette expertise s'est achevée en octobre 2022 et a conclu au bon état général de la rame.

Par ailleurs, Railcoop a poursuivi ses investissements immatériels dans son système de gestion de la sécurité et matériel, notamment à travers la poursuite du développement de son outil de gestion administrative du sociétariat.

Concernant les fonds propres, le 14 janvier 2022, la Confédération générale des SCOP a donné son accord pour un investissement en titres participatifs sous réserve de la finalisation d'un plan de financement global incluant un renforcement des fonds propres et l'émission de dette senior. Cet accord a été complété le 17 février 2022 par un accord du fonds d'investissement IéS, puis le 14 octobre 2022, par un Investissement de la Mutuelle Entrain, et enfin le 6 décembre 2022, par un accord de la Banque des territoires (conditionné au bouclage de l'émission de la dette senior). Tous ces accords portent sur des investissements en titre participatifs.

Le capital social de Railcoop s'est également renforcé par l'entrée au sociétariat de 2151 sociétaires, dont plusieurs collectivités locales, conduisant à une augmentation du capital social de 1 177 200 €. En particulier, la Région Bourgogne Franche Comté a pris une délibération le 8 juillet 2022 actant son entrée au sociétariat de Railcoop. De même, la Ville de Lyon a pris une délibération le 15 décembre 2022 actant son entrée au sociétariat. Toutefois, ces collectivités locales n'avaient pas encore libéré leurs parts au 31 décembre 2022.

Concernant les résultats financiers, Railcoop a démarré le 2 mai 2022 un transport de bois depuis la cour de marchandises de Capdenac vers une installation terminale embranchée à Saint Gaudens. Ce marché n'a toutefois pas pu être pleinement exploité en raison de contraintes techniques et conjoncturelles qui ont limité le nombre de wagons pouvant être livrés. Ces éléments ont par conséquent affectés très négativement :

- l'évolution du chiffre d'affaires, limité à 119 879€
- le résultat net : -4 300 018€
- la trésorerie : 840 678.27€
- les capitaux propres : -121 431.99€
- les fonds propres (capitaux propres + titres participatifs classés en quasi fonds propres) : 2 682 068.01€

Ces événements ne devraient toutefois pas remettre en cause la continuité d'exploitation, compte tenu des mesures de réductions de coûts et de redressement engagées postérieurement à la clôture, telles que décrites au chapitre suivant.

## EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les évènements majeurs suivants sont intervenus depuis la clôture de l'exercice :

- Dans la perspective de déployer un service de transport de voyageurs Bordeaux-Lyon à l'été 2024, Railcoop a pris plusieurs décisions pour préserver la trésorerie de l'entreprise à court-terme :
  - Faisant le constat, au regard du bilan du premier trimestre de l'activité fret, que la poursuite de cette activité risquait de mettre en péril la santé financière de l'entreprise et ainsi de ne pas permettre d'atteindre les autres objectifs fixés, le Conseil d'administration a décidé, le 19 avril 2023, de suspendre les circulations de trains de marchandises.
  - Il a été acté une réduction du nombre de salariés, passant par des licenciements économiques et l'arrêt des périodes d'essai de certains salariés dont le directeur financier et la directrice du développement de l'offre commerciale. Certaines activités seront désormais externalisées, à l'instar de la direction financière avec l'appui du cabinet Bras Droit du Dirigeant ou de la coordination du projet Voyageurs.
  - La commande des sillons de circulation auprès de SNCF Réseau pour l'horaire de service 2024 a été effectuée le 6 avril 2023.
- Le sociétariat continue de se développer et le seuil des 14 000 sociétaires a été franchi en avril. La Ville et la Métropole de Lyon ont chacune pris une délibération actant leur entrée au sociétariat à hauteur respectivement de 20 000 € et 80 000 €.
- La gouvernance de Railcoop est en cours d'évolution :
  - La directrice générale déléguée et directrice de l'engagement (vie coopérative, relations institutionnelles et partenariats) a démissionné de son mandat pour des raisons personnelles. Elle quittera ses fonctions de salariée en mai 2023. En conséquence, la gouvernance est en cours de réorganisation autour du président Philippe Bourguignon (qui assure la présidence depuis le départ de Patrick Jeanjean fin 2022), du directeur général Nicolas Debaisieux et d'un directeur général exécutif en cours de désignation.
  - Le Conseil d'administration de Railcoop a également évolué. Deux nouveaux administrateurs ont été cooptés : Marie-Pierre Desbons, représentante du collège des bénéficiaires personnes physiques et Charles-Henri Rossignol, Directeur Général de Philibert Tourisme, en tant que représentant du collège des personnes morales. Alain Tord et René Depasse, deux des représentants du collège des bénéficiaires personnes physiques, sont sortis du Conseil.

L'Assemblée Générale Ordinaire réunit extraordinairement a fixé le 22 février 2023 les orientations de l'entreprise pour les années à venir. La résolution ci-dessous a été adoptée :

*« Railcoop a su constituer en trois ans l'une des premières communautés de France engagée en faveur du ferroviaire, du modèle coopératif et de la transition écologique,*

*Considérant que Railcoop a su sécuriser 11M€ de fonds propres en vue du lancement du service voyageurs Bordeaux-Lyon, mais que ce niveau de fonds propres reste insuffisant pour déclencher l'octroi de prêts bancaires permettant de couvrir le besoin total de financement de 42M€ nécessaire au*

*lancement du service, le Conseil d'Administration décide de ne pas modifier la stratégie de développement mais demande à la direction générale d'en différer pour partie la mise en œuvre.*

*La Direction Générale est attendue sur l'atteinte des objectifs suivants :*

- Pérenniser le développement commercial de l'activité de transport de marchandises en Occitanie et Nouvelle-Aquitaine, notamment en renforçant notre présence sur les sites logistiques importants, avec un chiffre d'affaires minimal de 2,1 M€ et l'impératif de dégager une marge brute annuelle positive ;*
- Obtenir l'extension du Certificat de Sécurité Unique pour y inclure les activités de transport de personnes ;*
- Préparer la mise en place d'un premier service régulier de transport de voyageurs entre Bordeaux et Lyon pour être en exploitation au plus tard pour l'horaire d'été 2024 et réunir la totalité des financements nécessaires à la stratégie de développement postérieure à 2024 ;*
- Développer des activités connexes générant une rentabilité à court terme et contribuant à la montée en compétence de l'entreprise pour le développement des services de transport de voyageurs et de marchandises ;*
- Accroître les fonds propres de l'entreprise de 4,1M€ à fin 2023 ;*
- Poursuivre la maîtrise des charges d'exploitation de l'entreprise, notamment en veillant à la maîtrise de la masse salariale. »*

Le Conseil d'administration et l'équipe opérationnelle restent engagés dans l'atteinte de ces objectifs, à l'exception de l'objectif relatif au développement de l'activité fret pour les raisons indiquées précédemment.

Concernant l'obtention du certificat de sécurité unique pour y inclure les activités de transport de personnes, les travaux sont en cours et l'équipe sécurité devrait être renforcée dans la perspective du dépôt du dossier d'extension du CSU en septembre.

Concernant la mise en place du service, les travaux relatifs à la remise en service des rames X72500 vont débuter après un réajustement du cahier des charges issus de l'audit effectué en 2022. De même, le développement des outils billettiques, la mise en place des canaux de commercialisation et, plus largement, l'ensemble des travaux préparatoires à la mise en service de la ligne Bordeaux – Lyon vont se poursuivre.

En parallèle, l'équipe opérationnelle poursuit ses démarches pour sécuriser un plan de financement global qui doit permettre de lancer l'intégralité du service prévu entre Bordeaux et Lyon.

Dans ce cadre, le renforcement des fonds propres de l'entreprise est essentiel pour lui permettre d'investir dans le développement de ces activités. Les démarches se poursuivent donc en 2023 pour atteindre un renforcement des fonds propres d'au moins 4,1M€ d'ici la fin de l'année. Ce renforcement des fonds propres est d'autant plus nécessaire que l'activité fret a généré sur 2022 des pertes supérieures à celles prévues.

### REGLES GENERALES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG, Règlement ANC 2015-06).

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ✓ continuité de l'exploitation,
- ✓ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ✓ indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il n'a pas été procédé à des changements de méthodes comptables ou des changements d'estimations.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en euros.

## IMMOBILISATIONS

### IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Type d'immobilisations	Durée
Frais d'augmentation de capital	5 ans
Frais de développement	5 ans
Logiciels	3 à 6 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 à 20 ans
Installations industrielles	5 à 10 ans
Matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Mobilier de bureau	5 ans

Les principaux éléments ayant donné lieu à comptabilisation d'immobilisations sont les suivants :

- Coûts d'acquisition et coûts des travaux en cours des matériels roulants
- Frais d'augmentations de capital, progressivement comptabilisés en immobilisation en cours et « mis en service » à chaque date d'actualisation du DIS (Document d'information synthétique), compte tenu de la phase continue d'augmentation du capital de la société
- Frais de développement logiciel (en particulier l'application de gestion des souscriptions et l'outils de billettique)
- Frais d'études et développement relatifs à l'ouvertures des lignes voyageurs
- Développements liés à la production du Manuel SGS (système de gestion de la sécurité)

Conformément aux dispositions du PCG art 214-15, « l'entité doit apprécier à chaque clôture des comptes, s'il existe un indice montrant qu'un actif a pu perdre de sa valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif est comparée à sa valeur actuelle. [...] S'il n'est pas possible de déterminer la valeur actuelle de l'actif pris isolément, il convient de déterminer la valeur actuelle du groupe d'actifs auquel il appartient. »

Compte tenu de l'existence d'une combinaison d'indices de perte de valeur (correspondant aux difficultés décrites au chapitre « FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ») il a été procédé à un test de dépréciation. Compte tenu du stade de développement de Railcoop il a été considéré que la société

portait un seul groupe d'actifs, comprenant le fonds commercial. L'évaluation de ce regroupement d'actifs revient donc à évaluer la valeur de l'activité de la société.

Le Business plan produit par la Direction financière de Railcoop conduit à conclure que la valeur actuelle (appréciée par la valeur actualisée des flux nets de trésorerie) demeure supérieure à la valeur nette comptable de la société. Par conséquent aucune dépréciation d'actifs n'a été constatée.

Une mise au rebut a toutefois été effectuée en ce qui concerne le coût des aménagements en gares initialement comptabilisés en immobilisations pour un montant de 67 050€.

---

## IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'achat, frais accessoires inclus, et le montant des augmentations de capital. La dépréciation des titres est provisionnée à hauteur des capitaux propres détenus.

## CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## STOCKS

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

## TITRES PARTICIPATIFS

Des émissions de titres participatifs ont été réalisées par Railcoop comme nombre de Sociétés Coopératives dans le but de renforcer les fonds propres de la société. Le recours aux Titres participatifs permet ainsi un financement de long terme, sans intervention sur le capital et dans la gouvernance.

Les porteurs de titres participatifs ont cependant les mêmes droits que les actionnaires en matière de communication des documents sociaux.

En cas de liquidation, les souscripteurs de titres participatifs seront désintéressés après les créanciers chirographaires. Ils ne bénéficient pas de garantie sur l'entreprise et supportent le risque de la voir disparaître. Il s'agit donc d'une créance de dernier rang.

Ils sont toutefois classés comptablement non pas dans la catégorie des Capitaux Propres mais celle des Autres Fonds Propres.

# INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

Immobilisations	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations de l'exercice	Acquisitions créances virements
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Frais d'établissement et de développement	210 582		285 511
Autres postes d'immobilisations incorporelles	564 924		128 829
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>775 506</b>		<b>414 340</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			2 569
- Générales, agencements et aménagements divers	44 775		4 696
Matériel :			
- De transport	21 979		1 080
- De bureau et informatique, mobilier	51 370		4 319
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	175 089		836 531
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>293 213</b>		<b>849 196</b>
<b>Immobilisations financières</b>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés	5 630		11 700
Prêts et autres immobilisations financières	11 231		7 580
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>16 861</b>		<b>19 280</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 085 580</b>		<b>1 282 816</b>

Immobilisations	Diminutions		Valeur brute des immo. en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virements	Cessions		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement			496 094	
Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 014		660 738	
<b>TOTAL</b>	<b>33 014</b>		<b>1 156 832</b>	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencts et aménagt. const.				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage			2 569	
- Gales, agencts et aménagt. divers			49 471	
Matériel :				
- De transport			23 059	
- De bureau et informatique, mob.		3 870	51 819	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		67 050	944 570	
Avances et acomptes				
<b>TOTAL</b>		<b>70 920</b>	<b>1 071 489</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés		15	17 315	
Prêts et autres immobilisations financières		1 260	17 551	
<b>TOTAL</b>		<b>1 275</b>	<b>34 866</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>33 014</b>	<b>72 195</b>	<b>2 263 187</b>	

# ETAT DES AMORTISSEMENTS

Situations et mouvements de l'exercice				
Immobilisations amortissables	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement et développement	31 236	47 034		78 270
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 028	85 709		118 737
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>64 264</b>	<b>132 743</b>		<b>197 007</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel		270		270
Installations générales, agencements et aménagements divers	761	3 458		4 219
Matériel de transport	542	4 555		5 097
Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 979	13 555	3 870	14 664
Emballages récupérables et divers				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>6 282</b>	<b>21 838</b>	<b>3 870</b>	<b>24 250</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>70 546</b>	<b>154 581</b>	<b>3 870</b>	<b>221 257</b>

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
Immobilisations amortissables	Dotations			Reprises			Mvt net des amort. à la fin de l'ex.
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Frais d'établissement et dvp.							
Fonds commercial							
Autres postes d'immo. incorp.							
<b>TOTAL</b>							
<b>Immobilisations corporelles</b>							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agencts et aménag. des constructions							
Inst. techniques, mat. et outillage industriels							
Inst. gales, agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bur. et informat., mob.							
Emballages récup. et divers							
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acqui. de titres de particip.							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>		<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>			<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer	18 553	30 225	1 555	47 223
Primes de remboursement des obligations				



# ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Réglementées</b>				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
<b>Risques et charges</b>				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Dépréciations</b>				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
<b>DÉPRÉCIATIONS</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				
- D'exploitation				
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation				

# ETAT DES CREANCES

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	17 551		17 551
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	53 398	53 398	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 511	1 511	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 436	1 436	
Impôts sur les bénéfices	185 572	185 572	
Taxe sur la valeur ajoutée	80 747	80 747	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	140 000	140 000	
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	3 435	3 435	
Charges constatées d'avance	156 984	156 984	
<b>TOTAL</b>	<b>640 633</b>	<b>623 082</b>	<b>17 551</b>
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

## ETAT DES DETTES

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de - A 1 an max. à l'origine crédit (1) : - A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	51 378	51 378		
Fournisseurs et comptes rattachés	480 060	480 060		
Personnel et comptes rattachés	58 316	58 316		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	128 316	128 316		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	8 901	8 901		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	7 997	7 997		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	39 421	18 783	20 638	
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	2 540	2 540		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	100 390	100 390		
<b>TOTAL</b>	<b>877 319</b>	<b>856 681</b>	<b>20 638</b>	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

## CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	51 378	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	124 855	103 291
Dettes fiscales et sociales	71 119	64 856
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>TOTAL</b>	<b>247 352</b>	<b>168 147</b>

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	51 377.59	
168870 INT.COUR./EMP.DETTE C.PAR 28/02/2022	50 276.22	
168871 INT.COUR./EMP.DETTE C.PAR 10/2022	1 101.37	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	124 854.60	103 291.00
408000 FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	124 854.60	103 291.00
Dettes fiscales et sociales	71 119.40	64 856.37
428200 DETTES PROV./CONGÉS PAYÉS	49 362.94	39 648.47
428210 DETTES PROV./RTT	2 746.38	2 786.45
438200 CHARGES SOCIALES SUR CONGÉS À PAYER	16 924.65	14 450.25
438210 CHARGES SOCIALES SUR RTT	1 046.91	1 172.99
448620 TAXE D'APPRENTISSAGE À PAYER	1 038.52	3 082.73
448630 FORMATION CONTINUE À PAYER		3 715.48
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>TOTAL</b>	<b>247 351.59</b>	<b>168 147.37</b>

## PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	1 436	3 527
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
<b>TOTAL</b>	<b>1 436</b>	<b>3 527</b>

## PRODUITS ET CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2022	31/12/2021
Produits :	- D'exploitation	100 390	
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
<b>TOTAL</b>		<b>100 390</b>	

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2022	31/12/2021
Charges :	- D'exploitation	156 984	230 899
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
<b>TOTAL</b>		<b>156 984</b>	<b>230 899</b>

## COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1 - Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	46 089	100.00000	4 608 900
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	11 880	100.00000	1 188 000
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice *	108	100.00000	10 800
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1 + 2 - 3)	57 861	100.00000	5 786 100

*\* Parts sociales dont le remboursement a été demandé pendant l'exercice*

## AUTRES INFORMATIONS

### ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE RETRAITE

Provision pour indemnité de départ à la retraite : non significative à ce jour.

### CREDITS BAUX EN COURS

Néant.

### EFFECTIFS MOYENS

Effectif moyen du personnel au cours de l'exercice 2022 : 38.25 ETP.

### LISTE DES TRANSACTIONS SIGNIFICATIVES EFFECTUEES PAR LA SOCIETE AVEC DES PARTIES LIEES N'AYANT PAS ETE CONCLUES AUX CONDITIONS NORMALES DU MARCHE

Néant.

### MONTANT GLOBAL DES AVANCES ET DES CREDITS ALLOUES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATIO, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Néant.

### MONTANT DES ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNES ET REÇUS

Néant.

### ÉTAT DES CAUTIONNEMENTS, AVALS ET GARANTIES DONNES ET ETAT DES SURETES CONSENTIES

Néant.